

**Message de Nicolas Sarkozy pour la mobilisation pour le Darfour organisée le 1<sup>er</sup> mars 2007 par  
*Sauver le Darfour***

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Depuis quatre ans, l'horreur quotidienne qui s'est installée dans cette région aux confins du Soudan nous a rendu le nom du Darfour tristement familier. Depuis 2003, cet « enfer sur Terre », comme l'avait baptisé Kofi Annan, a emporté la vie de près de 300 000 civils innocents, et forcé plus de 2 millions d'entre eux, un habitant sur trois, à tout abandonner, à fuir leur village pour échapper à l'horreur et à chercher refuge dans des camps, au Darfour ou au Tchad.

Je veux ce soir rendre hommage au travail exceptionnel des organisations qui, comme *Sauver le Darfour*, se battent avec tant de détermination pour que la tragédie du Darfour ne soit pas oubliée, pour qu'elle ne reste pas une page honteuse de notre propre histoire parce que nous aurions laissé commettre sans réagir le premier crime contre l'humanité du XXI<sup>ème</sup> siècle. *Sauver le Darfour* et les autres ONG mobilisées sur le Darfour ont joué un rôle déterminant dans la prise de conscience, chez les décideurs comme dans l'opinion, de la nécessité qu'il y avait à agir parce que le silence nous rendait complices. Dans le combat courageux qui est le vôtre, je veux vous dire toute mon admiration et vous assurer de tout mon soutien.

Depuis 2003, la communauté internationale, et en premier lieu la France, n'est pas restée inactive devant la tragédie du Darfour. Du soutien aux troupes de l'Union Africaine déployées sur le terrain, à la saisine de la Cour Pénale Internationale, la France et l'Union européenne ont pris des initiatives. Mais force est de constater que les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des moyens déployés. Surtout, ils n'ont pas été à la mesure du drame qui se joue quotidiennement au Darfour.

Aujourd'hui, nous devons aller plus loin et agir avec encore plus de détermination pour que cessent enfin les massacres au Darfour. Je rejette avec force le cynisme résigné de ceux qui pensent que nous n'avons pas d'intérêt à agir au Darfour, et que le réalisme nous commande d'ignorer ce drame qui ne nous concernerait pas. Je ne connais pas d'intérêt qui justifierait de laisser mourir des centaines de milliers de d'enfants, femmes et d'hommes. En outre, qui ne voit que l'extension du drame au Tchad et en République centrafricaine ouvre le risque d'un conflit régional profondément déstabilisant?

Comment devons nous agir ? La résolution 1706, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 30 août 2006, reste à ce jour largement inappliquée, faute d'accord du gouvernement de Khartoum, dont la complaisance à l'égard des sinistres milices *janjaweed* n'est un secret pour personne. La difficulté ne justifie jamais la résignation : je veux croire que, malgré les difficultés, malgré les entraves mises à son déploiement, les Nations Unies, en sachant inventer des formules

nouvelles telles que la force hybride, sauront jouer leur rôle au Darfour. La France, membre permanent du Conseil de Sécurité, doit être à l'avant-garde de cet effort.

Une solution politique entre le gouvernement et les groupes rebelles reste notre objectif, car c'est le seul règlement durable possible de cette crise. Cela implique un dialogue avec toutes les parties prenantes, mais ce dialogue ne signifie pas la compromission. Il ne suffit pas de témoigner aux victimes notre compassion et notre solidarité, il faut aussi faire savoir à leurs bourreaux qu'ils auront à répondre de leurs crimes. Je veux redire mon refus de l'impunité. S'il y a des victimes de viols, c'est qu'il y a des violeurs ; s'il y a des morts, c'est qu'il y a des assassins ; s'il y a des massacres, c'est qu'il y a des criminels pour les commettre. A ces criminels, qu'il s'agisse des exécutants sur le terrain ou des donneurs d'ordre dans des états-majors, nous ne devons laisser aucun espoir : ils auront à répondre de leurs crimes, devant un tribunal soudanais ou une juridiction internationale.

Le 27 février, le procureur de la CPI a remis un rapport aux juges de la Cour réunissant des éléments de preuve à l'encontre de deux responsables soudanais. C'est un pas dans la lutte contre l'impunité, qui est un processus difficile à mettre en œuvre (et je salue le travail courageux et obstiné du procureur, dans les conditions que l'on imagine), mais un processus irréversible. Mais nous devons aller plus loin.

Je suis favorable à un durcissement du régime de sanctions contre les individus, responsables politiques ou militaires, qui se rendent coupables de violation du droit international, et en particulier du droit humanitaire international. Mais pour que ces sanctions soient dissuasives, il faut qu'elles soient crédibles et donc appliquées. Il faut donc une concertation étroite avec l'ensemble de nos partenaires pour renforcer l'efficacité des régimes de sanction. On ne peut pas indéfiniment se contenter d'appels à la retenue qui ont démontré leurs limites : quand la vie de dizaines de milliers d'individus est en jeu, nous avons le devoir d'aller plus loin.

Mesdames et Messieurs, un seul mot caractérise la situation au Darfour aujourd'hui : l'urgence. La communauté internationale n'a plus d'autre choix aujourd'hui que de prendre pleinement la mesure de cette urgence, car elle est le dernier espoir de survie pour des milliers d'hommes et de femmes.